

Benyounès : «Le montage des véhicules revient plus cher que leur importation»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4469 - Dimanche 6 mai 2018 - Prix : 10 DA

Le président d'Interpol à Alger

Renforcer la coopération avec les organisations régionales comme Afripol

Page 2



Les Back Packers Nail et M'hamed débarquent en Algérie Deux semaines pour découvrir un pays «flippant»

Page 4

La mise en scène de trop ?

Par Mohamed Habili

En ce moment même, il est fait état d'une information indéniable, mais comme elle est dérangeante pour l'establishment médiatique, on assiste en temps réel à sa rétention par les grands médias occidentaux, à l'exception bien sûr des rares pour qui l'éthique de la profession passe avant toute autre considération. Bien qu'elle ait été donnée pour la première fois, il y a maintenant quatre jours, par CBS News, une chaîne américaine peu connue pour sa ligne éditoriale prorusse, c'est en vain qu'on la chercherait dans le «New York Times» ou le «Washington Post», à qui cependant elle n'a pas pu échapper. Le hasard a voulu que ce soit un 3 mai que les grands médias se laissent prendre en défaut en matière d'impartialité. CBS News, donc, apprend que les Casques Blancs syriens, cette organisation vouée à l'aide aux victimes des bombardements russes et syriens, n'a pas reçu l'aide financière américaine pour le mois d'avril. Ce qui implique que cette aide est soit supprimée, soit seulement suspendue. Il a été beaucoup question le mois dernier des Casques Blancs, non pas comme les fois précédentes pour leur courage dans l'accomplissement de leur sacerdoce, mais en raison des accusations russes et syriennes, selon lesquelles ils auraient mis en scène, pour les besoins de la propagande, l'attaque chimique de Douma du 7 avril. L'administration américaine se serait-elle par hasard laissée suborner par la propagande russe et syrienne dans cette affaire ? Trop tôt pour le dire.

Suite en page 3

Fruits, légumes et viandes

La cherté des prix annonce la couleur du ramadhan



A quelques jours du mois sacré, les marchands ont décidé d'augmenter les prix des denrées alimentaires les plus prisées, telles que la pomme de terre, les courgettes, la carotte ainsi que certains fruits. Idem pour les prix des viandes rouges et blanches qui ont, eux aussi, flambé. Lire page 2

En session de formation au profit de la société civile

Derbal appelle les partis politiques à assumer leur responsabilité

Page 3

Festival de musique Sanaâ

Des spectacles de haute facture, au bonheur des Algérois

Page 13

À partir de la semaine prochaine
Début de distribution de près de 2 000 logements LPP

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a révélé, hier à Alger, le début de la distribution, à partir de la semaine prochaine, d'un quota de 1 965 logements de type promotionnel public (LPP). Intervenant à l'occasion de la remise de 2 000 clés de logements situés à la nouvelle ville Sidi Abdallah au profit de souscripteurs au programme AADL 1 (2001-2002), le ministre a annoncé le début de la distribution, à partir de la semaine prochaine, d'un quota de 1 965 logements LPP dont la plus grande partie revient aux souscripteurs de la wilaya d'Alger. Le coup d'envoi de l'opération de distribution des logements de cette formule sera donné à partir de la wilaya d'Alger, à travers la distribution d'un quota de 1 000 logements sur un total de 1 965 à distribuer au niveau de plusieurs wilayas, a précisé M. Temmar. Le programme de distribution des logements se poursuivra progressivement tout au long de l'année en cours, a-t-il ajouté. **Y. N.**

Durant le ramadhan et après l'Aïd el Fitr

AADL 1 : distribution de plus de 4 000 unités à Alger

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a annoncé, hier à Alger, la distribution de plus de 4 000 unités de logements du programme location-vente aux souscripteurs de 2001-2002 (AADL 1), durant le mois de ramadhan prochain et directement après l'Aïd el Fitr, et ce, à travers plusieurs sites d'Alger. Prononçant une allocution à l'occasion de la cérémonie de remise des clés de 2 000 unités de l'AADL (Agence de l'amélioration et du développement du logement), situées dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, au profit des souscripteurs du programme 2001-2002 (AADL 1), M. Temmar a indiqué que la distribution des logements du programme AADL 1 se poursuivra au profit des habitants de la wilaya d'Alger durant le mois de ramadhan et directement après l'Aïd el Fitr, avec «un quota de plus de 4 000 unités». La distribution des logements location-vente de l'AADL concernera également d'autres wilayas du pays durant la même période (ramadhan et après l'Aïd el Fitr), à l'instar des wilayas de Relizane, Batna, Sidi Bel-Abbès, Sétif, Mila, Oran, Béchar, Tiaret, El-Tarf, Laghouat, Bordj, Bou-Arréridj, Saïda, Mostaganem, Annaba, M'sila et Mila, a précisé le ministre. L'opération de distribution de logements se poursuivra «tout été avec un quota, allant de 200 à 2 000 unités», a-t-il dit. **R. N.**

Fruits, légumes et viandes

La cherté des prix annonce la couleur du ramadhan

■ A quelques jours du mois sacré, les marchands ont décidé d'augmenter les prix des denrées alimentaires les plus prisées, telles que la pomme de terre, les courgettes, la carotte ainsi que certains fruits. Idem pour les prix des viandes rouges et blanches qui ont, eux aussi, flambé.



Ph.D. R.

Par Thinhinene Khouchi

Les citoyens assistent impuissants, depuis quelques jours, à une hausse injustifiée des prix des légumes et fruits. En effet, la guerre des prix bat son plein, les commerçants ayant décidé d'ajouter au minimum 30 dinars à chaque aliment. Un tour dans les différents marchés de la capitale suffit pour remarquer cette hausse précoce. A dix jours du ramadhan, la pomme de terre est affichée à 60 DA, la tomate à 120 DA chez certains, tandis que d'autres la présentent sur l'étal à 140 DA. Les oignons sont à 65 DA, la courgette qui se vendait il y a quelques jours à 60 DA est aujourd'hui à 120 DA. Les carottes ainsi que le chou-fleur sont cédés entre 80 DA et 110 DA. Même augmentation dans les prix de certains fruits, à l'image de la banane qui est proposée à 370 DA le kilo et les oranges à 250 DA. De son côté, la fraise

s'affiche à 150 DA chez certains marchands et 200 DA chez d'autres. Le prix de la pomme locale a lui aussi été retouché, passant en quelques jours de 150 DA le kilo à 230 DA. Même constat du côté des viandes. En effet, le prix de la viande blanche, celle du poulet, est passée de 280 DA/kg à 350 DA. La viande ovine locale est proposée à 1 400 DA et la viande bovine à 1 300 DA. Le président de l'Association de protection des consommateurs (Apoco), qui a remis en cause les propos du ministre du Commerce assurant récemment que son département a mis en place tout un dispositif pour offrir à la fois la disponibilité des produits et contrôler les prix durant le mois de ramadhan, a affirmé que «le ministère du Commerce ne peut pas intervenir pour le contrôle des prix des fruits et légumes et des viandes rouges et blanches». Lors de son passage sur le plateau d'une chaîne privée, Mustapha Zebdi a indiqué

que les prix des légumes ainsi que ceux des fruits «sont libres» car soumis à la loi du marché. Il a souligné que le ministère est chargé de contrôler la qualité des produits alimentaires pour la protection du consommateur mais aussi les prix des produits de large consommation, réglementés autrement dit subventionnés par l'Etat, tels que le lait et le sucre, l'huile et la farine... Pour rappel, le ministre du Commerce avait annoncé que pour une meilleure maîtrise des prix des produits alimentaires durant le mois sacré, de nouvelles mesures ont été prises, dont l'ouverture de marchés mobiles à travers les différentes wilayas du pays, à raison de 2 à 3 marchés par wilaya. «Les prix bas des produits disponibles au niveau de ces marchés, qui entreront en service 4 jours avant le début du mois sacré, permettront de faire baisser les prix, d'autant que le ramadhan connaîtra cette année une abondance de légumes et

fruits», a-t-il souligné. Outre la mobilisation de 8 000 agents d'inspection et de contrôle qui seront présents au niveau des marchés, il a été mis en place un nouveau système d'information permettant aux services du ministère d'accéder quotidiennement, à travers les différentes wilayas, aux informations concernant les prix avant 10h00. En vertu de ce système qui sera lancé prochainement, le ministre pourra intervenir en cas de doute sur la spéculation sur un produit donné. Pour ce qui est du lait, Djellab a affirmé que le problème d'approvisionnement avait été «entièrement réglé» grâce à l'augmentation des importations de la poudre de lait et aux mesures prises par le ministère de l'Agriculture, ajoutant que cette amélioration n'empêchera pas son ministère d'examiner la chaîne de distribution pour pouvoir déterminer les dysfonctionnements éventuels.

T. K.

Le président d'Interpol à Alger

Renforcer la coopération avec les organisations régionales comme Afripol

Le président de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), Meng Hongwei, a estimé, hier à Alger, qu'il était «nécessaire» de renforcer la coopération avec les autres organisations régionales, notamment l'Organisation africaine de coopération policière «Afripol», pour faire face à la criminalité internationale. «Si j'accorde, en tant que président d'Interpol, une importance particulière à cette visite, c'est parce que le nouveau contexte, marqué par la recrudescence de la criminalité internationale, nécessite le renforce-

ment de sa coopération avec des organisations de police régionales», a indiqué M. Hongwei dans une déclaration à l'issue de sa visite au siège d'Afripol à Alger. Saluant «les efforts et la contribution particulière» de l'Algérie pour la création d'Afripol, il a ajouté que «l'efficacité de cette organisation africaine représente une opportunité sans précédent pour cette coopération afin de faire face aux nouveaux défis liés à la criminalité internationale». M. Hongwei, qui est également vice-ministre chinois de la Sécurité publique,

s'est dit, par ailleurs, favorable à une coopération entre son pays et Afripol. De son côté, le directeur général de la Sécurité nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel, également directeur d'Afripol, a appelé à une coopération entre les deux organisations (Afripol et Interpol), notamment pour le renforcement des capacités policières. «La coopération bilatérale se traduit sur le terrain par un échange d'informations, d'expériences et d'expertise, mais ce que nous demandons, c'est le renforcement des capacités policières

pour élever le niveau des différentes polices qui accusent un petit retard», selon lui. Le président d'Interpol a pu suivre, lors de sa visite au siège d'Afripol, une présentation sur le système de communication «Afsecom» qui permet uneliasion permanente entre les différents pays membres d'Afripol. Jeudi passé, Meng Hongwei avait visité le Centre de commandement et de contrôle (CCC) de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), où il a reçu des explications sur les missions assignées à cette structure. **K. L.**

En session de formation au profit de la société civile

Derbal appelle les partis politiques à assumer leur responsabilité

■ «Corriger certains concepts, combler les vides et expliquer aux partenaires politiques le cadre juridique du processus électoral et autres dispositions y afférentes en vue de réduire la marge des erreurs et de plaintes surgissant lors du déroulement de l'opération de vote», tels sont les objectifs de cette session de formation organisée hier par la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) à Alger au profit de la société civile.

Par Lynda Naili

A ce titre, indiquant que les échéances électorales, «devoir national», sont «une responsabilité collective», Abdelouahab Derbal, président de Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) a appelé hier les partis et autres formations politiques à assumer leur responsabilité juridique dans le déroulement des élections. A ce titre, tenant à souligner que cette rencontre n'est pas forcément en «lien avec les prochaines présidentielles», il indiquera que cette session de formation au profit des partis politiques respectivement représentés par trois délégués, a pour objectif de «corriger certains concepts, combler les vides et expliquer aux partenaires politiques le cadre juridique du processus électoral et autres dispositions y afférentes en vue de réduire la marge des erreurs et de plaintes surgissant lors du déroulement de l'opération de vote». Pour la HIISE, il s'agit d'unifier la vision concernant tout ce qui a trait à la surveillance des élections et à la formulation des recours, tout comme à encourager les partenaires politiques, les représentants de la justice, de l'administration et des différents médias à adhérer à la dynamique favorisant la stabilité politique et sociale.

En outre, cette rencontre, poursuivra-t-il, inscrite parmi celles portées sur le programme de cycles de formation de son Instance à l'endroit des différentes parties prenantes de l'opération électorale, est une action pour instaurer une culture de bonnes pratiques électorales «à même de hisser le processus



PH.D. R.

électoral en Algérie au plus haut niveau possible de passibilité». Ce qui, dira-t-il, impose la poursuite de la concertation avec l'ensemble des partenaires et acteurs impliqués dans le déroulement en amont et en aval de l'opération électorale. Ceci avant d'annoncer une session de formation en octobre prochain au profit des membres de son Instance. «Il est de notre devoir à tous de dialoguer, d'échanger nos points de vue. Telle est notre destinée et notre unique issue»,

lancera-t-il à ce sujet. Par ailleurs, Derbal, balayant toute cacophonie sur son Instance, assurera que la HIISE ne s'inscrit aucunement dans les programmes politiques des uns et des autres, mais créée en faveur de la nouvelle Constitution de 2016, est en charge du contrôle des élections afin de parvenir à une amélioration de l'acte électoral en Algérie. «Ce sont des engagements clairs et précis en conformité avec la Constitution», dira-t-il.

A noter que cette session de formation animée par les magistrats et spécialistes de la HIISE et leurs homologues du Conseil d'Etat entre dans le cadre de l'application de l'article 194 de la Constitution qui dispose que la Haute Instance indépendante de surveillance des élections veille à «l'organisation de cycles de formation civique au bénéfice des formations politiques sur la surveillance des scrutins et la formulation des recours».

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

La mise en scène de trop ?

Suite de la page une

Toujours est-il qu'elle n'a pas versé son aide financière de ce mois, et que sans doute cela n'est pas sans rapport avec le film où l'on voit les Casques Blancs arroser à grande eau des enfants «gazés» de Douma. Les services de désintoxication russes et syriens ont par la suite exhibé quelques-uns de ces «victimes», qui ont raconté par le menu ce que les Casques Blancs leur avaient fait faire. Leur bonne mine témoignait plus éloquemment encore en faveur du déni russe et syrien. Il faut savoir que c'est sur la foi de ces images, authentiques pour les uns, pure mise en scène pour les autres, que les frappes de représailles ont été effectuées par les Américains, les Britanniques, et les Français. Or voilà que pour leur dévouement à une si noble cause, les Casques Blancs sont privés de leur aide financière américaine du mois d'avril, laquelle n'est pas rien, puisqu'elle compte pour le tiers de leur financement total. Or il suffit qu'une seule fois la preuve soit faite que les images montrant les enfants «gazés» de Douma sont de vraies fausses pour qu'il faille mettre en doute toutes les autres du même genre prises ailleurs en Syrie. Ce n'est pas tout, il faudrait aussi se demander dans les cas où l'attaque s'est bien produite, et attribuée comme il se doit à l'armée syrienne, si elle n'est pas en réalité le fait des groupes rebelles, et si même les Casques Blancs n'y ont pas mis la main d'une manière ou d'une autre. Il était question, il y a encore peu, de leur décerner le prix Nobel de la Paix, compte tenu de leur courage, de leur dévouement illimité à autrui, et de l'efficacité qu'ils montraient. Et puis voilà qu'il faille au contraire envisager de les accuser soit pour crime de guerre soit pour complicité dans son accomplissement.

M. H.

Président les travaux du conseil national du MPA

Benyounès : «Le montage des véhicules revient plus cher que leur importation»

Le président du MPA, Amara Benyounès, a critiqué la décision du gouvernement d'interdire l'importation de véhicules, en appelant à remédier aux questions économiques avec des solutions économiques «urgentes». Selon l'ancien ministre du Commerce «l'interdiction des importations de véhicules a causé la perte de beaucoup d'emplois, et les usines de montage de véhicules en Algérie n'ont pas pu récupérer ces emplois». «Le montage des véhicules en Algérie revient plus cher que les importations», a affirmé Amara Benyounès, lors de l'ouverture des travaux du conseil national du parti. Benyounès a défendu les importations. Selon lui, les mesures prises par le

gouvernement pour l'interdiction des importations ont contribué à une hausse de consommation et à une augmentation de leur coût. «La hausse de consommation suite à cette mesure s'élève à 100 millions de dollars, quant au coût des importations il est affiché à 8 milliards 200 millions de dollars», détaille-t-il, précisant que cette situation a créé en Algérie le monopole de certains investisseurs en Algérie. Considérant que l'interdiction de l'importation, décidée par le gouvernement, est une «mesure d'exception dictée par la conjoncture économique», Amara Benyounès soutient que la «règle consiste en la libéralisation du commerce extérieur» et la «concurrence». «Le problème en

Algérie c'est la faiblesse de la production et de l'exportation qu'il faut développer et encourager et non l'interdiction de l'importation», a-t-il affirmé. Selon lui, «il est extrêmement difficile de réduire les importations, le vrai problème de l'Algérie ne se situe pas au niveau des importations», a-t-il dit.

Même si «son parti ne rejette pas en bloc» les mesures de l'Exécutif, il estime toutefois qu'elles risquent d'isoler l'Algérie dans la sphère commerciale mondiale et régionale. «Ces mesures pourraient induire des problèmes avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'UE et la Zone de libre-échange au Moyen-Orient», a-t-il dit. Aussi, selon Benyounès, le gouverne-

ment doit revoir sa politique relative au commerce extérieur avec certains pays. Sans les nommer, il cite un déficit commercial de 8 milliards dollars avec un pays qui inonde le marché avec ses produits, sans pour autant investir sur le marché national. Il note un autre déficit de 11 milliards de dollars avec deux autres pays. «Sans investissement en Algérie, le marché algérien ne sera pas ouvert pour ces pays. Benyounès ne croit pas à une hausse durable des prix du pétrole, et appelle à des réformes économiques «urgentes». Pour Benyounès, la diversification de l'économie nationale est tributaire de l'investissement dans le secteur privé. Car, explique-t-il, l'investisse-

ment dans le secteur public n'a pas eu l'effet escompté. Il est aussi question, selon lui, de l'amélioration du climat des affaires qui n'est pas opportun. «L'économie a besoin de plus de liberté et d'initiative», a-t-il suggéré. A propos des élections présidentielles de 2019, Benyounès informe que son parti se prononcera «au moment opportun» sur la question. «Le conseil national du MPA prévoit de se réunir en automne prochain pour prendre sa décision par rapport à cette échéance électorale», a précisé Benyounès. Il a expliqué que cette décision sera précédée d'un «dialogue» qui sera lancé à l'occasion de l'université d'été du parti en septembre prochain.

Louiza Ait Ramdane

Les Black Packers Nail et M'hamed débarquent en Algérie

Deux semaines pour découvrir un pays «flippant»

■ *Le temps d'une semaine, des vacances scolaires, de congé ou même d'un weekend, Nail, professeur d'histoire à Paris et M'hamed, cadre dans la Fonction publique parisienne, en charge du développement de la vie associative, se transforment en voyageurs aimant explorer des territoires "en marge du tourisme de masse".*

Par Louiza Ait Ramdane

Ces dernières années, de plus en plus de jeunes Français d'origines maghrébines ou africaines viennent découvrir l'Algérie. Ils réalisent des vidéos dans lesquelles ils montrent leur voyage et incitent leurs «followers» sur leurs réseaux sociaux à faire autant et ne pas s'arrêter à des préjugés. Cette initiative pourrait contribuer à la promotion de la destination touristique Algérie et réanimer ce secteur qui connaît depuis un moment un soin intensif. C'est le cas de deux Franciliens, Nail Ver-Ndoye, professeur d'histoire-géographie dans un lycée d'Argenteuil d'origine sénégalaise, et M'hamed Binakdane, cadre dans la Fonction publique parisienne, en charge du développement de la vie associative d'origine marocaine. En effet, après Haïti, le Maroc, l'Éthiopie, le Kenya, le Sri Lanka, les deux amis, dont les voyages n'ont plus rien à leur cacher, ont déci-

dé de traverser les eaux de la Méditerranée pour découvrir celle dans ils ont souvent entendu parler. M'hamed ainsi que Nail, rencontrés au terme de leur voyage, disent avoir grandi avec des Algériens qui parlaient souvent de leur pays, de leurs vacances au «bled». «On a toujours eu des copains algériens, des camarades de classe, des collègues ou même des voisins d'Oran, de Béjaïa, de Sétif et j'en passe...», indique Nail. Perche à selfie à la main, les deux Black Packers, «les routards noirs», contraction de «Back Packers» qui signifie «voyageurs en sac à dos», ont commencé leur voyage par la capitale, ensuite la grande Kabylie puis la petite, Oran, Tipaza et après «on a tracé vers Djanet où on a fait la rencontre des Touaregs qui sont d'une élégance inégalée», relate Nail. «Ils parlent très peu, contrairement à nous qui aimons meubler les silences. Mais petit à petit, on a pris leur rythme, on parlait peu et on contemplait le décor du Sahara tout en dégustant le thé», ajoute M'hamed. Les deux jeunes explorateurs qui se sont fondus dans les rues d'Alger et mélangés avec la population algérienne ont indiqué qu'«on a souvent connu des Algériens durs de caractère, nerveux. Mais en venant ici, on a rencontré des gens très accueillants, serviables, honnêtes. Par exemple, plus d'une fois on a oublié notre sac à dos et à chaque fois ont nous le rendait», explique M'hamed. De son côté, le professeur d'histoire nous a raconté un fait qui l'a marqué : «Hier soir, on est passé devant la wilaya d'Alger, on a commencé à prendre des photos et là le policier nous a interpellés. On s'est dit qu'on allait sûrement avoir des problèmes, mais le policier a été plus que gentil. Il nous a conseillé d'aller voir certains



Ph/E. Soraya J. A.

endroits et ça ce n'est pas dans tous les pays qu'on trouve ça». A une question relative à la sécurité au cours de leur séjour en Algérie, les deux Black Packers ont indiqué que «dès qu'on est arrivé, on a senti que tout était sécurisé et que l'Etat est là pour rassurer la population. A vrai dire, on n'a jamais vu une ville, Alger, et un pays même, autant sécurisés». Enfin, les deux visiteurs ont déploré, en visitant certains sites historiques et archéologiques, à l'image des ruines de Tipaza, le manque de panneaux d'indication ou même l'absence d'un programme de préservation de ce site historique. Le professeur d'histoire explique : «On voyait des enfants lancer des pierres et marchaient sur "le site" qui a plus de 2 500 ans, ce qui peut l'endommager». Enfin Nail et M'hamed ont exprimé leur envie de revenir et d'inciter leur amis à en faire autant.

En quelques mots

Quel est le but de vos

voyages ?

M'hamed : Notre but est de visiter des pays qui sont en marge du tourisme de masse ou qui ont une image difficile ; mais surtout d'aller vers l'autre, découvrir des peuples, des cultures et des religions, et enfin de changer la vision des gens.

Entre le Sud de l'Algérie et le Nord, quel décor vous a le plus captivé ?

Les deux sont époustouffants et tellement différents. On ne pensait pas qu'à 4 heures de Paris on pouvait être aussi dépaycé. Il y a un potentiel touristique incroyable.

Quel sont les plats que vous avez découverts et appréciés ?

Nail : J'ai adoré la «Taguella» qui est le plat emblématique des Touaregs. C'est un pain cuit sous la braise, ensuite on le découpe en petits morceaux et il est servi dans un grand plat avec une sauce et la viande rouge.

M'hamed : Moi j'ai aimé la Karantika d'Oran que je n'avais

jamais mangée auparavant et la viande du dromadaire aussi qu'on a appréciée.

Les Algériens en quelques mots ?

Vraiment, sans vouloir vous lancer de fleurs, ce sont des gens très honnêtes, serviables, accueillants...

Quelle est votre prochaine destination ?

Déjà on a hâte de revenir avec nos amis en Algérie et repartir à Djanet.

Vous avez employé le mot «destination flippante» dans votre vidéo sur l'Algérie, avez-vous trouvé l'Algérie flippante et que voulez vous insinuer ?

Nail : Rires. Oui, elle est flippante dans le bon sens du mot. On a voulu jouer avec ce terme pour détromper ceux qui pensent que l'Algérie est dangereuse.

T. K.

Convention avec le FNAC à Oran Une soixantaine de maîtres artisans formés

Une convention signée entre le Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (FNAC) et la direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya d'Oran a permis de former une soixantaine de maîtres artisans, a indiqué le chef de service de l'artisanat à la même direction. Quatre groupes, soit 63 maîtres artisans, ont déjà bénéficié de formations touchant les spécialités de la pâtisserie, de la boulangerie, de la gestion des agences de voyages et du modélisme. Un cinquième groupe sera formé dans les métiers de l'hôtellerie, a précisé à l'APS Rachid Bendouda.

Il s'agit de former des maîtres artisans qui seront chargés par la suite de former d'autres artisans dans différents métiers, a noté le responsable, ajoutant que ceux-ci seront appelés à animer des formations dans d'autres régions du pays. Le choix des candidats se fait sur étude de dossier. La formation, gratuite, se déroule au niveau du CFPA d'Es-Seddikia, a-t-il fait savoir.

Mahi Y.

Dans une municipalité de Londres

Mouna Hamitouche, une Britannique d'origine algérienne, élue pour la 4^e fois

M^{me} Mouna Hamitouche, une citoyenne britannique d'origine algérienne, a été élue pour la quatrième fois consécutive aux élections locales de l'Angleterre, dans la municipalité d'Islington, au nord de Londres. «Je suis très fière et honorée d'avoir été choisie pour la quatrième fois, afin de représenter Islington, l'une des plus importantes municipalités de Londres», a-t-elle déclaré, samedi à l'APS, après la publication officielle des résultats des élections. «Je suis comblée d'avoir réussi à m'imposer dans un pays très compétitif et dans la première démocratie du monde», a-t-elle ajouté, non sans émotion. M^{me} Hamitouche a été élue pour la première fois, membre du conseil d'Islington en 2006. En 2010, elle a été élue maire de cette muni-

cipalité, avant d'être encore réélue en 2010 en qualité de membre du même conseil. Elle est la première citoyenne britannique d'origine algérienne et du Moyen-Orient, dans toute l'histoire du Royaume-Uni, à avoir été élue maire d'une municipalité à Londres et inscrire son nom en lettres d'or sur la liste des maires qui se sont succédé à la tête d'Islington. Diplômée de l'Ecole nationale de journalisme d'Alger, M^{me} Hamitouche a exercé en tant que journaliste dans le magazine de la femme «El Djazairia» et au journal «Al-Chaab», avant de rejoindre l'agence Algérie Presse Service (APS) entre 1978 et 1979. Durant les années 1980, elle a assuré des cours à l'Institut de journalisme d'Alger, l'ISIS, après avoir obtenu un doctorat en

communication à Paris. Arrivée au Royaume-Uni en 1991, Mouna a réussi à se frayer une place politique au sein du Parti travailliste, le Labour Party. Soucieuse de garder le lien avec son pays d'origine, elle a fondé l'association Algerian British Connection (ABC), dédiée à la promotion de la culture et de l'image algériennes à Londres. Cette association lui permet aussi d'aider les Algériens, notamment ceux nouvellement arrivés au Royaume-Uni. En 2012, M^{me} Hamitouche a reçu, de la main de la reine Elisabeth en personne, le titre honorifique du MEB (membre de l'empire britannique), pour ses qualités de leadership dans le gouvernement local et la société civile.

Sami T.

Prix

Le pétrole rebondit avant une semaine décisive sur l'Iran

■ Les cours pétroliers ont fortement rebondi vendredi, à huit jours d'une décision très attendue de l'administration américaine sur son potentiel retrait d'un accord sur le nucléaire iranien.

Par Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a fini à 74,87 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,25 dollar par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet Crude» (WTI) pour le contrat de juin a gagné 1,29 dollar, à 69,72 dollars, au plus haut depuis la fin 2014.

«Nous ne sommes plus qu'à une semaine de la décision américaine sur l'Iran et cette perspective engendre beaucoup de volatilité», a indiqué James Williams de WTRG. Le président américain, Donald Trump,

menace de se retirer le 12 mai de l'accord nucléaire conclu avec l'Iran, Téhéran ayant averti jeudi de son côté qu'elle quitterait l'accord sur le nucléaire si les Etats-Unis suivaient une telle voie.

«Cela alimente les craintes d'un choc sur l'offre», a commenté Stephen Brennock, analyste chez PVM, qui estime cependant qu'avec un délai de six mois pour les pays qui importent du pétrole iranien, le marché devrait garder l'équilibre.

«Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas une réaction instinctive des prix en cas de fin de l'accord», a-t-il prévenu.

S. K./APS



P.H.D.R.

Après le rapport sur l'emploi américain

Les Bourses européennes terminent en hausse

Les Bourses européennes ont terminé vendredi en hausse, après la publication d'un rapport en demi-teinte sur l'emploi américain qui a provoqué la baisse de l'euro. En début d'après-midi, la monnaie unique est tombée à 1,1911 dollar, son plus bas niveau depuis le début de l'année. Le rapport sur l'emploi américain «s'est montré mitigé» entre une baisse du taux de chômage sous les 4%, des créations d'emploi décevantes et une augmentation minimale des salaires, a relevé Art Hogan de Wunderlich Securities. «Mais il ne contient pas de mauvaises nouvelles en tant que tel», a-t-il estimé. A Wall Street, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average s'appréciait de 1,09% à 24 191,59 points, le Nasdaq de 1,34% à 7 183,34 points, et l'indice élargi S&P 500 de 0,99% à 2 655,75 points. Dans le même temps, Apple (+3,42%) montait à un niveau record dans le sillage de résultats meilleurs que prévu et de l'achat d'actions supplémentaires par la holding

de l'investisseur respecté Warren Buffett, signe encourageant. L'Eurostoxx 50 a progressé de 0,61%. A Paris, l'indice CAC 40 a pris 0,26%, ou 14,39 points, à 5 516,05 points dans un volume d'échanges

élevé de 3,9 milliards d'euros. La Bourse de Londres a engrangé 0,86%, grâce aux bons résultats du groupe aérien IAG et à la baisse de la livre face au dollar après l'emploi américain. L'indice FTSE-100 a pris 64,45

points à 7 567,14 points. A Francfort, l'indice DAX a bondi de 1,02% dans un marché aidé par l'euro plus faible. L'indice vedette a pris 119,5 points pour terminer à 12 819,60 points. Le MDax a gagné 0,56% à 26

379,85 points. L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a gagné 0,72% à 555,70 points. L'indice SMI de la Bourse suisse a pris 0,70%, à 8 903 points.

May G.

Côte d'Ivoire

La plus grande mine d'or pourrait fermer dans 5 ans

La mine d'or de Tongon, la plus importante de Côte d'Ivoire, pourrait fermer dans cinq ans, a annoncé vendredi son propriétaire, soulignant toutefois disposer de nouveaux permis pour remédier à cette disparition. La production de la mine de Tongon (Nord), fleuron de l'industrie minière du pays, a atteint 8,97 tonnes en 2017 contre 8,10 tonnes en 2016, soit une hausse de 10%. Les prévisions pour 2018 s'établissent à environ 10 tonnes. L'exploitation est assurée depuis 2010 par la compagnie Randgold Resources cotée aux Bourses de Londres et de New York. «Nous sommes aujourd'hui, selon l'étude de faisabilité, à cinq

ans de la durée de vie de la mine», a déclaré le Sud-Africain Dennis Marc Bristow, patron de Randgold Resources. «C'est ce défi que nous avons à relever. Nous travaillons pour étendre la durée de vie de la mine ou trouver une mine qui puisse prendre la relève de Tongon», a-t-il assuré. La compagnie affirme détenir 11 permis dont deux sont parmi les plus avancés et les plus prometteurs. «En 2018, nous allons investir six milliards de CFA (9 millions d'euros) sur les permis d'exploitation de Boundiali et de Mankono nord», a annoncé M. Bristow, en dévoilant ses projets. «Notre stratégie est à long terme. Nous ne restons pas seulement

au nord de la Côte d'Ivoire, nous sommes en train d'étendre notre empreinte aussi bien au centre, mais au sud-est du pays dans le cadre d'un partenariat avec d'autres compagnies», a-t-il expliqué. Les rumeurs de fermeture prochaine de Tongon ont été à l'origine des nombreuses grèves qui ont secoué la mine en 2017 et 2018. «Cette situation inquiète le personnel», a expliqué M. Bodiel N'Diaye, directeur pays de Randgold, évaluant le «préjudice causé par les 40 jours de grève à 22 millions de dollars». La compagnie a injecté dans l'économie ivoirienne plus de 550 milliards de CFA (840 millions d'euros) depuis le démarrage de la mine

en 2010, sous forme d'impôts et taxes, de dividendes payés à l'Etat et aux fournisseurs locaux. La production d'or totale de la Côte d'Ivoire est modeste à l'échelle internationale. Elle s'est élevée à 25 tonnes en 2017, en hausse de 2% sur 2016, selon des chiffres officiels, mais des gisements prometteurs sont en cours de développement. Le président ivoirien, Alassane Ouattara, a exprimé son ambition de faire de la Côte d'Ivoire un pays minier, mais le secteur dans son ensemble (or, bauxite, nickel, cuivre, fer), qui emploie près de 44 000 personnes, n'a représenté qu'un peu moins de 3% du PIB ivoirien en 2017.

Hani Y.

Finance/Budget

La Hongrie prête à s'opposer au projet de budget de l'UE

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a averti vendredi que Budapest n'hésitera pas à opposer son veto au projet de budget post-Brexit de l'Union européenne, qui propose notamment de lier le versement de fonds européens au respect de l'Etat de droit. «Il doit y avoir unanimité, donc les Hongrois n'ont pas à s'inquiéter», a déclaré le dirigeant lors d'une de ses interventions régulières à la radio publique hongroise. «Tant que les Hongrois ne donneront pas leur feu vert, il n'y aura pas de budget», a-t-il ajouté. Dans sa proposition de budget de l'UE

pour la période 2021-2027, la Commission européenne a proposé d'établir un lien inédit entre versement des fonds européens à un pays et respect de l'Etat de droit. Budapest – comme Varsovie – a été critiqué à de nombreuses reprises par Bruxelles pour avoir pris des mesures considérées comme portant atteinte aux normes démocratiques. Jeudi, le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijarto, avait vivement réagi, qualifiant de «chantage» cette proposition basée, selon lui, sur des «critères subjectifs». M. Orban, au pouvoir depuis

2010, a assuré vendredi que la Hongrie n'avait rien à craindre d'une évaluation basée sur le respect de l'Etat de droit, affirmant que le pays avait reçu un satisfecit de Bruxelles en 2013. «Nous pouvons être tranquilles», a dit le Premier ministre. Il a en revanche promis de se montrer ferme sur la politique migratoire dont il a fait son cheval de bataille : «Je ne soutiendrai pas un budget européen qui prendrait aux agriculteurs, ou à la recherche et au développement pour donner aux pays qui laissent entrer des migrants», a-t-il prévenu. «Pas un seul centime ne doit être

donné pour les migrants», a insisté le dirigeant de 54 ans, ouvertement hostile à l'immigration musulmane en Europe. Membre de l'UE depuis 2004, la Hongrie fait partie des principaux bénéficiaires nets de fonds européens. Réélu en avril avec une majorité des deux tiers au Parlement qui lui donne les coudées franches, Viktor Orban a indiqué dans la même interview que son troisième mandat d'affilée sera voué à construire «une démocratie chrétienne enracinée dans la tradition européenne» et «à l'ancienne».

R. E.

Journée internationale de la liberté de la presse à Béjaïa

Rétrospective et perspectives

■ Un rassemblement a été organisé par l'association des journalistes-correspondants (AJCB) de la wilaya de Béjaïa jeudi matin à la place Saïd-Mekbel, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse.

Par Hocine Cherfa

De nombreux journalistes, correspondants, syndicalistes, militants politiques, animateurs associatifs et citoyens ont pris part au rendez-vous pour rendre hommage aux journalistes et correspondants de presse qui ont perdu la vie au cours de leur mission d'informer un peu partout dans le monde et surtout aux journalistes algériens qui ont été assassinés durant la décennie noire. L'occasion était donnée aux journalistes et à la presse locale en général d'aborder leur situation socio-économique et les conditions de travail dans lesquelles ils évoluent, de rappeler aux autorités leur promesse de réaliser une maison de la presse qui n'a pas encore été érigée dix années après son annonce. Les membres de l'AJCB (association journalistes-correspondants de Béjaïa), ont affiché leur détermination à poursuivre le combat, l'aventure d'informer le citoyen. Lesquels ont également appelé les autorités à «rendre plus facile l'accès à l'information» estimant qu'il reste beaucoup à faire en la matière même si quelques pas ont été réalisés à ce sujet ces quelques dernières années. Une gerbe de fleurs a été déposée au pied de la stèle et une minute de silence a été observée en hommage aux journalistes morts et assassinés, notamment ceux de Béjaïa. Une conférence-débat a été animée dans l'après-midi sur initiative de l'AJCB, par le professeur et journaliste Amar Belhimer à la maison de la culture. Lequel a fait une rétrospective sur la presse algérienne et a relevé les points sur lesquels elle doit vraiment travailler afin d'avancer encore, ceci non sans faire observer les obstacles handicapant son développement et son organisation. La journée du 03 mai a été marquée par une cérémonie organisée par la wilaya en hommage à la presse locale. Le secrétaire général de la wilaya (wali par intérim) a procédé au dépôt d'une gerbe de fleurs au pied de la stèle Saïd-Mekbel en compagnie des autorités militaires, suivie d'une minute de silence à la mémoire des journa-



Ph. > D. R.

listes décédés. Dans son allocution de circonstance, le wali par intérim, a mis en exergue «le rôle dynamique des chevaliers de la plume dans le développement local soulignant que les journalistes représentent le maillon fort dans la chaîne de la communication». La Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) et l'association Étoile culturelle d'Akbou en partenariat avec l'APC d'Akbou organisent,

aujourd'hui, une journée-hommage aux deux journalistes : Omar Ouartilane, assassiné en 1995 et Nadir Benseba, décédé dans un accident de la route en 2014. Notons aussi que la journée du 03 mai a été marquée par une marche nationale des corps communs. Elle a été menée par la Confédération générale autonome des travailleurs algériens (CGATA- Snapap) depuis le siège de la maison de la culture

jusqu'à la wilaya. Les corps communs ont exigé à nouveau l'ouverture d'un dialogue sérieux pour la prise en charge des revendications en suspens depuis de très longues années dont «le respect des libertés syndicales, le droit de grève, la réintégration de tous les syndicalistes licenciés et suspendus arbitrairement, l'amélioration du pouvoir d'achat, l'ouverture des négociations sur le projet du sta-

tut et le régime indemnitaire de tous le fonctionnaires de la Fonction publique, la révision du statut particulier des corps communs, la révision du code du travail selon l'abrogation de l'article 78 bis du code du travail, maintien de la retraite à 32 ans et sans conditions, intégration des contractuels et vacataires».

H. C.

Mila

Importante baisse des accidents du travail au cours de ces dernières années

Les accidents du travail enregistrent une importante baisse dans la wilaya de Mila depuis 2016, a-t-on appris du directeur local de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas), Fouaz Naâssi.

S'exprimant au cours des portes ouvertes sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, tenues jeudi, le même responsable a précisé que la Cnas de Mila a enregistré 727 accidents de travail en 2016 ce qui représente une baisse de 9% par rapport à l'exercice 2015, contre 621 cas lors de l'année 2017 affirmant qu'aucun accident mortel n'a été recensé au cours de ce période.

M. Naâssi a expliqué le recul du nombre d'accidents dans cette wilaya par les efforts fournis par les nombreux acteurs dans ce domaine, entre chefs d'entreprises, inspection de travail et les services de la Cnas qui, à partir de 2016, ont multiplié les campagnes de prévention et de sensibilisation dans les ateliers de travail et même les centres de formation professionnelle.

Il a par ailleurs révélé que près de 50% de ces accidents se sont produits dans des administrations (hôpitaux, établissements d'enseignement) révélant que les travailleurs âgés entre 29 et 39 ans sont la plus exposée aux dangers liés au travail.

Il a ajouté que les indemnités des accidents de travail sont également en légère baisse, passant de 409 millions de dinars en 2016 à 404 millions de Da en 2017 faisant savoir que 50 chefs d'entreprises (ayant enregistré des accidents à répétition) ont été invités à cette manifestation par la Cnas «afin de les sensibiliser de l'importance du port d'équipements de protection individuelle et sur la nécessité de veiller à l'intégrité physique de leurs employés».

Cette manifestation a également enregistré la présence d'étudiants du centre de formation de Mila.

Hamma B.

Constantine

Les accidents du travail en baisse de 7%

Une baisse du nombre d'accidents du travail estimée à 7% a été enregistrée en 2017 par rapport à l'année 2016 dans la wilaya de Constantine, a indiqué le directeur local de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas), Abdallah Djeouini.

S'exprimant jeudi, en marge d'une journée portes ouvertes sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, le même responsable a précisé que 2 506 accidents du travail

ont été signalés en 2017 dans la wilaya contre 2 678 enregistrés en 2016, soit un recul de 172 cas.

Malgré la réduction enregistrée en matière du nombre d'accidents recensés l'année dernière, ce chiffre reste toujours «élevé» a estimé le même responsable, soulignant les actions de sensibilisation et d'information organisées avec la collaboration des services locaux de l'inspection de travail, quant à l'importance du respect des

règles de sécurité sur les lieux de travail.

Les accidents de travail recensés l'année dernière ayant eu lieu, dans 90% des cas, dans le secteur du BTPH (bâtiment-travaux publics-hydraulique), a affirmé le même responsable qui a déclaré que «le non-respect des mesures de sécurité et de prévention et la non-conformité des outils de travail», sont les causes principales de ces accidents. Les maladies professionnelles signalées

durant la même période (2017) sont liées à l'appareil respiratoire dont les travailleurs les plus touchés appartiennent au secteur du BTPH, a-t-il fait remarquer, notant que six maladies de ce genre ont été enregistrées en 2017 contre seize recensées en 2016. Ces portes ouvertes constituent une «opportunité pour expliquer la mission de la sécurité sociale en définissant les mesures et les moyens à mettre en œuvre pour une meilleure promotion de la culture

de la prévention au sein de l'entreprise et l'amélioration des conditions de travail en milieu professionnel», a-t-il ajouté.

Plusieurs cadres de la Cnas et de l'inspection de travail dont des médecins conseils et des inspecteurs principaux ont pris part à cette manifestation organisée cette année sous le slogan «les équipements de protection individuelle, une obligation pour les employeurs et un droit des travailleurs».

Hamid B.



L'ambassadeur sahraoui à Alger :

«Le Maroc a rompu ses relations avec l'Iran pour gagner le soutien de certaines parties»

■ L'ambassadeur sahraoui à Alger, Abdelkader Taleb Omar, a déclaré, vendredi, que la décision du Maroc de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran sous «un prétexte fictif, était une preuve de son parti pris pour un clan donné en vue de gagner son soutien et une protection» contre toute éventuelle décision concernant le Sahara occidental.

Par Madjid B.

Répondant à une question sur la décision de Rabat de rompre les relations diplomatiques avec Téhéran sous prétexte que l'Iran soutenait le Front Polisario – selon la déclaration du chef de la diplomatie marocaine, Nacer Bourita – l'ambassadeur sahraoui a précisé que «le Maroc, qui avait récemment déclaré que la politique de la chaise vide et la rupture des relations diplomatiques étaient inutiles, prend aujourd'hui une position contraire».

Après avoir tant réclamé son adhésion à l'Union africaine (UA) et rétabli ses relations diplomatiques avec Cuba tout en sachant que ces parties soutenaient le Front Polisario, le Maroc adopte aujourd'hui une position contraire en rompant ses relations diplomatiques avec l'Iran sous «un prétexte fictif», arguant que Téhéran soutenait le Front Polisario, a déclaré l'ambassadeur sahraoui qui était invité de l'émission «Khalif Al Machhad» produite par le service audiovisuel de l'APS.

Le diplomate sahraoui, qui a démenti les allégations du Maroc selon lesquelles l'Iran soutiendrait le Front Polisario, a souligné qu'il n'existe aucune relation militaire entre le Front Polisario et son armée avec l'Iran ou Hezbollah.

«En décidant de rompre ses relations avec l'Iran, le Maroc tente de s'allier avec certaines parties pour gagner leur soutien face à une éventuelle décision concernant la question sahraouie», a ajouté l'ambassadeur.

Récente résolution du Conseil de sécurité, rupture avec les précédentes décisions

S'agissant de la dernière résolution du Conseil de sécurité N° 2414 appelant les deux parties au conflit, le Maroc et le Polisario, à la poursuite des négociations en réduisant le mandat de la Minurso à 6 mois au lieu d'une année, le diplomate sahraoui a affirmé que la décision onusienne «a opéré une rupture avec les précédentes résolutions», en témoignent les positions de certains pays, selon lesquelles «le conflit au Sahara occidental est devenu un exemple type des conflits gelés et la Minurso n'agit pas à des fins politiques», ce qui est inadmissible et nécessite une nouvelle approche pour progresser après 45 ans de conflit.

Le Conseil de sécurité avait adopté le 27 avril dernier une résolution prorogeant le mandat de la Minurso jusqu'au 31 octobre 2018. Le texte invite, également, les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, à reprendre les négociations à l'arrêt depuis 2012 sans conditions préalables et de bonne foi.

«Tous les prétextes auxquels recourt le Maroc pour faire retarder les négociations de règlement ont été épuisés», a-t-il souligné, précisant que le Conseil de sécurité avait réagi de cette manière pour «mettre un terme aux menaces marocaines et aller vers une solution politique en faveur de ce conflit».

Le diplomate sahraoui a



L'ambassadeur sahraoui à Alger, Abdelkader Taleb Omar

constaté, par ailleurs, que l'envoyé personnel du SG des Nations unies au Sahara occidental, Horst Kohler, «s'est distingué par sa méthode de travail en élargissant les concertations à d'autres parties à l'image de l'UE et de l'UA, outre ses efforts visant à repérer les véritables problèmes et les moyens d'influence tout en insistant sur le soutien au Conseil de sécurité pour qu'il puisse avancer».

Le responsable sahraoui a appelé le Conseil de sécurité et la communauté internationale à agir de façon «forte et sérieuse» avec les parties qui entravent les négociations, en l'occurrence le Maroc et la France qui le soutient, soulignant qu'«à chaque fois qu'une avancée est enregistrée, la France la sape».

Réaffirmant la disponibilité du Front Polisario et des dirigeants sahraouis à entamer des négociations directes en application

des recommandations du Conseil de sécurité, il a également affirmé que «le conflit au Sahara occidental est une question de décolonisation, tel qu'elle est enregistrée au niveau de l'ONU», contrairement aux allégations de l'occupant marocain qui tente de «modifier la nature du conflit».

Par ailleurs, le diplomate sahraoui a salué la position du Koweït qui a voté en faveur de la résolution n° 2414 du Conseil de sécurité, indiquant que «la déclaration du représentant de l'Etat du Koweït à l'ONU était conforme à la résolution onusienne et à la légalité internationale dont le respect est à même de permettre aux autres pays de préserver leur souveraineté».

«La position du Koweït est exceptionnelle», a-t-il dit, appelant «les pays du Golfe à emboîter les pas au Koweït dans sa position exprimée par son repré-

sentant à l'ONU, car cela renforcera davantage la paix, la stabilité et l'unité des pays arabes».

Dans son allocution, vendredi, lors d'une séance consacrée à la question du Sahara occidental au Conseil de sécurité, le représentant du délégué du Koweït a indiqué que «l'Etat du Koweït a voté en faveur du projet de résolution, car il reflète la volonté du représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, Horst Kohler, de poursuivre le dialogue politique entre le Maroc et le Front Polisario».

Le diplomate a ajouté que le vote de son pays en faveur de la décision de prolongation du mandat de la Minurso émanait de «sa conviction de la grande importance de la présence de la mission en cette conjonction, au regard de sa contribution au renforcement de la stabilité dans la région».

M. B./APS

Grève de la faim de Claude Mangin

Nils Andersson : les médias et le gouvernement «doivent rompre leur silence»

L'anticolonialiste Nils Andersson a appelé vendredi les «chantres» des droits de l'homme, les médias et le gouvernement, à rompre leur silence face à la grève de la faim de la militante française Claude Mangin qui lutte pour le droit humain de rencontrer son mari, Naâma Asfari, détenu en Maroc.

«Claude Mangin en menant sa grève de la faim lutte pour le droit humain de rencontrer son mari, lutte contre les violations des Conventions de Genève commises par l'Etat marocain, lutte pour le respect du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui reconnu par l'ONU», a-t-il indiqué dans son blog, soulignant que les «chantres» des droits de l'homme, les médias et le gouvernement «doivent rompre leur silence, notre silence aussi se doit d'être rompu, nous sommes tous responsables et complices».

Pour cet ancien éditeur, qui avait publié en 1958 à Lausanne «La Question»

d'Henri Alleg, un ouvrage censuré en France, l'interdiction de rendre visite à son mari et son refoulement du Maroc, est «un enchaînement de violations du droit international, de résolutions de l'ONU, de la Déclaration des droits de l'homme, des Conventions de Genève, des droits de la défense par le Maroc».

Il a affirmé que les silences «donnent libre champ à la justice marocaine», rappelant qu'en février 2013, lors d'un procès «inéquitable», violant les droits de la défense, 9 militants sont condamnés à la perpétuité, 4 à 30 ans de prison, 7 à 25 ans, 3 à 20 ans. «Naâma Asfari est condamnée à 30 ans, alors qu'il avait été arrêté le jour avant les événements et ne pouvait donc y avoir participé», a-t-il tenu à préciser.

Il a qualifié la «masquerade judiciaire» de «non-respect flagrant des Conventions de Genève sur les droits des prisonniers». «Pour rendre plus difficile encore les

liens entre les prisonniers et leurs familles, ils sont répartis dans sept prisons différentes et dans le cas de Naâma Asfari, à l'encontre de tous les droits, mais aussi, banalement, de tous les sentiments, sa femme est systématiquement refoulée du Maroc lorsqu'elle se présente pour une visite», a-t-il ajouté, se demandant «quand donc le silence sera brisé sur le Maroc qui occupe le Sahara occidental, bafoue les résolutions de l'ONU, la Cour pénale internationale et le Comité contre la torture des Nations unies».

Claude Mangin, en grève de la faim depuis le 18 avril, a été empêchée la veille par les autorités marocaines de rendre visite à Naâma Asfari, et expulsée pour la quatrième fois en deux ans.

Le Maroc, soutenu par la France, interdit depuis des mois des visites aux prisonniers sahraouis détenus dans ses prisons, ainsi que celles des militants des droits de l'homme. On dénombre au total

350 personnes interdites de se rendre au Maroc. En février dernier, deux avocates, Ingrid Metton et Olfa Ouled, du groupe des 24 militants sahraouis de Gdeim Izik, détenus au Maroc depuis plus de sept ans, ont été interdites d'entrer au Maroc.

Les deux avocates du barreau de Paris, qui avaient défendu les militants sahraouis lors des audiences de leur procès en appel, entre janvier et mai 2017, à la Cour d'appel de Rabat-Salé, ont voulu rendre visite à leurs clients suite à des informations faisant état de mauvais traitements qu'ils auraient subis en prison, rappelle-t-on.

Dix-neuf militants sahraouis, rappelle-t-on encore, ont été lourdement condamnés le 19 juillet 2017, au terme de ce procès où les seules preuves présentées restent des aveux signés sous la contrainte. Les prisonniers politiques sahraouis ont été dispersés dans 7 prisons à travers le territoire marocain.

Fahem N.



Corée du Nord

La date et le lieu du sommet Trump-Kim fixés et bientôt dévoilés

■ La date et le lieu de son sommet historique avec Kim Jong Un ont été fixés, a annoncé vendredi Donald Trump, assurant qu'un rappel d'une partie des soldats américains en Corée du Sud ne serait «pas sur la table». Sans l'exclure à plus long terme.

Par Rosa C.

«**O**n a maintenant une date. Et on a un lieu» pour la rencontre avec le dirigeant nord-coréen, a déclaré le président des Etats-Unis. «Nous allons les annoncer bientôt», a-t-il ajouté, entretenant le suspense comme à son habitude. La Maison-Blanche a annoncé vendredi soir que M. Trump recevra son homologue sud-coréen Moon Jae-in le 22 mai à Washington indiquant que les «deux leaders vont discuter de la prochaine rencontre avec le dirigeant de la Corée du Nord, Kim Jong Un». Une tournure de phrase qui laisse penser que le sommet avec Kim aura lieu après cette rencontre. Jusqu'ici, Donald Trump a évoqué les échéances de fin mai ou début juin, et s'est montré tenté par un sommet dans la Zone démilitarisée à la frontière entre les deux Corées, visiblement impressionné par les images fortes de la rencontre, à ce même endroit, entre Kim Jong Un et le président sud-coréen Moon Jae-in le 27 avril. Le prési-

dent américain avait aussi évoqué Singapour parmi les possibilités, tandis que la Mongolie, voire Genève, ont été citées par certains médias comme des pistes envisagées.

Donald Trump s'est à nouveau montré optimiste sur les négociations à venir en vue d'une «dénucléarisation» de la péninsule coréenne, après des années de tensions et d'escalade qui s'étaient accentuées après son arrivée à la Maison-Blanche. «Ça se passe très bien avec la Corée du Nord», a-t-il lancé vendredi après-midi lors d'un discours à Dallas, reconnaissant qu'il tentait de «calmer le jeu» après la «guerre des mots» passée avec Kim Jong Un, qu'il avait traité de «petit homme-fusée» tout en menaçant d'abattre «le feu et la colère» des Etats-Unis sur le pays reclus. «Nous sommes en contact constant avec la Corée du Nord», avait-il dit plus tôt. Les discussions se déroulent notamment «très bien sur le dossier des otages», en référence aux trois Américains détenus par Pyongyang. Alors que des informations non confirmées font état

de leur possible libération à l'approche du sommet Kim-Trump, le président américain avait laissé entendre mercredi qu'un dénouement positif était imminent. Depuis, les responsables américains ont refusé d'en dire davantage. Les préparatifs pour le sommet se poursuivent alors que les signes de rapprochement entre les deux Corées se multiplient. Le Nord a ainsi rejoint le fuseau horaire du Sud, mettant fin à 30 minutes de décalage, «première mesure pratique» après la rencontre Kim-Moon selon l'agence nord-coréenne KCNA. Dans la même veine, Pyongyang a soumis une proposition à l'Organisation de l'aviation civile internationale pour l'ouverture d'un couloir aérien vers la Corée du Sud. Seule ombre au tableau: bien qu'unies, les Coréennes du Sud et du Nord ont été terrassées par les Japonaises en demi-finales des Mondiaux de tennis de table par équipes en Suède. Dans ce contexte optimiste, Donald Trump a tenté de démentir une information du New York Times selon laquelle il a demandé au Pentagone de préparer des options pour réduire le nombre de soldats américains en Corée du Sud. Ce «n'est pas sur la table». «Pas vraiment, pas à ce stade. Certainement pas», a-t-il dit successivement. Mais il a aussitôt nuancé son propre démenti. «Maintenant, je dois vous dire qu'à un moment donné, à l'avenir,



PH. > D. R.

j'aimerais économiser cet argent: vous savez, on a 32 000 soldats là-bas», a-t-il souligné. Le sort des soldats américains présents en Corée du Sud pour assurer la défense de cet allié a déjà fait cette semaine l'objet d'une polémique à Séoul. Le président Moon a dû intervenir pour rejeter l'hypothèse, émise par un de ses conseillers, d'un retrait à la faveur d'un éventuel traité de paix avec Pyongyang pour mettre formellement fin à la guerre de 1950-1953 qui ne s'est soldée que par une armistice. Alors que les observateurs se demandent quelles concessions les Etats-Unis sont prêts à faire pour obtenir la fin du programme nucléaire nord-

coréen, les responsables de l'administration Trump assurent qu'ils n'entendent rien céder. Même si le Pentagone va certainement «résister» à d'éventuelles demandes de la Maison-Blanche au sujet d'un futur retrait, le seul fait de l'évoquer a «un effet catastrophique sur la marge de négociation américaine», met en garde Adam Mount, expert de la Federation of American Scientists. «La Corée du Nord va demander le retrait des forces américaines, probablement en échange de faibles garanties de dénucléarisation, avec toutes les raisons de croire que Trump veut dire oui», a-t-il déploré sur Twitter. R. C.



Points chauds

Convention

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump s'apprêtait à commencer sa campagne présidentielle, avec le résultat que l'on connaît, lorsque les attentats du Bataclan à Paris ont stupéfié par leur ampleur. Le 13 novembre 2015, 130 personnes sont mortes et plusieurs centaines ont été blessées dans une série d'attentats à Paris et à Saint-Denis revendiqués par le groupe État islamique (EI). Un des commandos avait tué 90 personnes dans la salle de concert du Bataclan. Les premières forces de sécurité à intervenir étaient des policiers de terrain. À ce moment-là celui qui n'avait pas encore remporté l'investiture du parti Républicain se laissait aller à assurer que si la France avait un port d'armes plus souple, le public de la salle de spectacles aurait pu se défendre. Une façon également pour le candidat d'alors de conforter l'un de ses plus grands soutiens, la NRA (National Rifle Association), principal lobby des armes aux Etats-Unis. Or, aujourd'hui, plus de deux ans et demi après les attentats de Paris, Donald Trump continue à rester sur ses positions. En effet, le président américain a défendu cette semaine le droit de porter une arme en affirmant que les attentats du 13 novembre à Paris auraient fait moins de morts si les victimes avaient été armées. «Personne n'a d'arme à Paris et on se souvient tous des 130 personnes tuées et du nombre énorme de personnes horriblement, horriblement blessées», a-t-il affirmé dans un discours à la convention de la NRA. «Elles ont été tuées brutalement par un petit groupe de terroristes qui avaient des armes. Ils ont pris leur temps et les ont tués un par un. Boum, viens là ; boum, viens là ; boum, viens là», a raconté le président, en faisant avec la main le geste d'un djihadiste tirant au pistolet sur les victimes. «Mais si un employé, ou juste un client avait eu une arme, ou si l'un de vous dans l'assistance avait été là avec une arme pointée dans la direction opposée, les terroristes auraient fui ou se seraient fait tirer dessus, et ça aurait été une toute autre histoire», a affirmé Donald Trump. Des propos qui avaient en 2015 fortement irrité la classe politique française encore sous le choc des attentats et qui à n'en pas douter ne sera pas plus magnanime cette fois-ci. Reste à savoir si Emmanuel Macron, qui a montré à plusieurs reprises ces derniers mois et en particulier lors d'une récente visite à la Maison-Blanche, sa sympathie pour le président américain, se fera critique ou s'il laissera passer les propos de son ami Trump, habitué des discours à l'emporte-pièce. F. M.

Nicaragua

Une ONG accuse Ortega d'avoir «encouragé» la répression

Une ONG de défense des droits de l'homme au Nicaragua a accusé vendredi le président Daniel Ortega et son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo, d'avoir «encouragé» la répression contre les étudiants à l'origine de la vague de manifestations qui a secoué le pays en avril et fait 45 morts.

Pendant les manifestations, le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh) avait informé le public de l'évolution du bilan des victimes, en l'absence de chiffres officiels après celui, initial, de 10 morts.

Vendredi, il a publié son rapport sur ces événements, accusant le gouvernement d'abus «gravissimes» contre les manifestants et appelant à former une commission d'enquête internationale sur les décès survenus au cours des manifestations.

Le chef de l'Etat et sa femme sont notamment accusés d'avoir «encouragé et orienté» la répression. Le président Ortega, un ex-guerrillero de 72 ans, a appelé à un dialogue national pour surmonter cette crise, déclenchée

le 18 avril par un projet de réforme des retraites, mais vite devenue un mouvement général d'exaspération contre l'absence de libertés dans le pays. «Nous sommes dans une situation bien délicate, ce n'est pas que nous ne voulons pas le dialogue», mais «on ne peut promouvoir un changement sur des cadavres», a déclaré la présidente du Cenidh, Vilma Nuñez, lors d'une conférence de presse. Le Cenidh réclame la création d'une commission d'enquête avec la participation de l'ONU et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). La Conférence épiscopale avait déjà demandé jeudi que toute la lumière soit faite sur les décès survenus lors des manifestations, tandis que l'Union européenne, les Etats-Unis et le Vatican ont critiqué la force excessive utilisée par la police.

Les étudiants ont quant à eux donné au gouvernement jusqu'au 8 mai pour constituer une commission indépendante pour enquêter sur les 45 morts recensés. Ils ont également appelé à

une manifestation nationale le 9 mai. Pour le Cenidh, au début de cette vague de protestation le gouvernement a mis de l'huile sur le feu avec des actions «précipitées et provocatrices» en tentant de contrôler les réseaux sociaux, en accusant les manifestants d'être des criminels et en censurant les médias qui donnaient des informations sur ces rassemblements. «Devant cette réalité, le Cenidh considère que l'élargissement des demandes et la généralisation des manifestations sont légitimées par un rejet social de la façon autoritaire de gouverner du président Ortega et de son épouse, Rosario Murillo», assure l'organisme.

Le rapport du Cenidh cite des chiffres de la Croix-Rouge, qui dit avoir soigné pendant les cinq premiers jours de manifestations environ 400 blessés, dont 235 dans un état grave nécessitant une hospitalisation. Mais beaucoup d'entre eux ne sont pas allés dans les centres de santé publics par crainte des représailles.



Festival de musique Sanaâ

Des spectacles de haute facture, au bonheur des Algérois

■ Les associations de musique andalouse «Ahab Sadek El Bejaoui» de Béjaïa et «Ibn Badja» de Mostaganem ont animé, vendredi soir à Alger, la scène du dixième Festival national de musique andalouse Sanaâ, devant un public enchanté, relativement nombreux.

Par Abia Selles

L'Auditorium du Palais de la culture Moufidi-Zakaria a accueilli les associations de musique andalouse «Ahab Sadek El Bejaoui» de Béjaïa, conjointement dirigée par Sonia Bouyahia et Madina Yahiaoui, et «Ibn Badja» de Mostaganem, orchestrée par Fayçal Benkrizi, qui ont livré, au deuxième soir du festival, deux prestations hautement appréciées.

Près de deux heures, les deux ensembles ont proposé au public, relativement nombreux, une immersion dans l'univers du patrimoine andalou, étalant les Noubas «Ghrib» et «Mezjdj, Maya et Rasd Dil», dans la richesse de leurs variations modales et déclinaisons rythmiques.

L'association «Ahab Sadek El Bejaoui» et ses dix-sept instrumentistes dont six musiciennes, a mis en valeur les voix pures de Sonia Bouyahia, Madina Yahiaoui, Narimane Meddas, Celia Zidemel, ainsi que celles de Rayane et Ramzi Boufenniche, qui ont ravi l'assis-

tance avec la beauté romantique des poésies, rendues dans la gamme mineure du mode ghrib.

L'ensemble béjaoui a notamment interprété «Méchalija ghrib», «Kounna fichqih» (m'çadar), «Alaya ouhoud» (b'tâihî), «Ya mouhrikou bin'nari wadja mohibbihi» (istikhar Araq), «Ya mouqabil» (dardj), «Touchiya ghrib», «Ya qalbi khelli el hal», (n'çraf), «Koullitou bi el badri» et «Amchi ya rassoul» (Kh'llass).

Fayçal Benkrizi qui avait livré à l'ouverture du festival une remarquable prestation, a récidivé en chef d'orchestre de l'association «Ibn Badja» de Mostaganem, également présente avec six musiciennes sur la vingtaine d'instrumentistes qui la représentent, choisissant de restituer «Noubet Mezjdj, Maya et Rasd Dil» dans un répertoire varié, à deux modes.

Mettant en avant les solistes aux voix étoffées, Faradj Bentounès, Sanae Boumehdoui et Amine Bentami, l'ensemble a entonné les pièces, «Ana djismi fana» (m'çadar maya), «Ya men sada sayden» (b'tâihî rasd dil), «El biâad amrone saâib», (dardj



maya), «In djaka errabie» (n'çraf maya), «Niranou qalbi» (kh'llass rasd dil) et «Allah yahdik» (kh'llass maya). Le travail d'arrangement effectué sur les chants d'en-

sembles, rendus en alternances entre les voix masculines et féminines, dont celle de la grande Fatima Bennoua, présente sans instrument dans la forma-

tion mostaganémoise, a donné une forme esthétique adéquate à la variation des modes contenue dans le répertoire choisi par l'association.

Sous un éclairage sobre, la scénographie, faite dans la noblesse de la tradition ancienne, d'arcades, de tapis, de coffres et d'ustensiles de dinanderie, a mis en valeur les portraits des quatre regrettés maîtres, que le festival a choisi d'honorer, réalisés par le jeune plasticien-designer Abdelghani Bouhellal.

A. S.

Théâtre régional de Constantine

La pièce «Tic tac boom» régale le public

Le public constantinois a suivi avec passion jeudi soir, la générale de la pièce «Tic tac boom», adaptée par Salaheddine Torki de la pièce «Le compte à rebours de Macbeth» de l'écrivain irakien Ali Abdenabi Zaydi, présentée sur la planches du théâtre régional Mohamed Tahar-Fergani.

Produite par le théâtre régional de Constantine en collaboration avec l'association culturelle Massyl, et mise en scène par Sarhane Daoudi, la pièce, dès le lever de rideau, plonge le public dans la tourmente d'un individu en plein délire.

En tenue militaire, le personnage principal de cette œuvre, campé par Sarhane Daoudi,

se lance à la recherche d'une bombe qu'il pense que ses ennemis l'ont posée dans sa maison.

Angoissé, terrorisé, le militaire scrute les moindres recoins de sa maison, derrière les meubles et sous les chaises, en quête d'une bombe au tic tac qui le hante et augmente sa peur.

Dans son hystérie, le militaire «se crée» des personnages, tantôt sa mère, par moments des ennemis imaginaires, et entame de longues discussions comme pour calmer ses angoisses.

Dans des scènes de comédie noire, son épouse dont le rôle est campé par Faiza

Bibeche, tente de le rassurer, de la faire sortir de son délire, lui rappelant l'heureux événement que le couple attend et leur future mission de parents. Son ami, campé par Salaheddine Torki se déploie également à le rassurer, mais l'angoisse qui s'est emparée du militaire semble sans fin.

Le rideau tombe alors que le militaire, plus déconnecté que jamais de la réalité, continue de chercher «sa bombe».

Le metteur en scène de la pièce «Tic tac boom» a fait savoir qu'une tournée est programmée durant le mois de ramadhan dans plusieurs wilayas.

L. B.

Festival national du théâtre amateur à Mila

Lancement de la cinquième phase des éliminatoires

La cinquième phase des éliminatoires qualificatives à la 51^e édition du Festival national de théâtre amateur de Mostaganem a été lancée, jeudi soir, à la maison de la culture «M'barek-El Mili» de la wilaya de Mila, avec la présentation de 15 pièces théâtrales par onze troupes venant de l'Est du pays.

Intitulée «El hayet El Abadia», la première pièce a été présentée par l'association locale «El Masrah El Hor, Milev 86», suivie par «Joudour Izouran» de l'association «El Kinaâ» de la wilaya de Khenchela et «Parking» de l'association «Essarkha» du théâtre de Skikda.

Onze wilayas participent à

ces éliminatoires dont Biskra, Jijel, Sétif, Bordj Bou-Arréridj, Annaba, Guelma, Tizi-Ouzou et Mila, ville hôte.

Le directeur de la maison de la culture Abdelmadjid Guendouz a considéré que l'organisation par la wilaya de Mila de ces éliminatoires pour la deuxième fois consécutive dénote de l'importance qu'elle accorde au 4^e art, mettant en exergue le grand nombre de spectacles organisés durant toute l'année au sein de la maison de la culture de cette ville.

De son côté, Mohamed Boudane, directeur technique du festival, a fait remarquer que le choix de la wilaya de Mila pour

accueillir la cinquième phase de ces éliminatoires qualificatives, après les phases qui ont eu lieu à Boudouaou, Isser, Mascara et Béjaïa, s'inscrit dans la cadre d'un accord de coopération et de partenariat conclut avec la maison de la culture Mebarek-El-Mili.

Avant l'annonce du lancement officiel de ces journées, qui vont s'étendre jusqu'au aujourd'hui, un atelier a été organisé au profit des dramaturges de la wilaya dans le cadre de ce même accord.

M. Boudane a indiqué, par ailleurs, qu'une commission composée de 5 membres et présidée par le dramaturge

Abdelkader Belkaroui, du théâtre régional d'Oran, a évalué jusqu'à aujourd'hui environ 50 pièces théâtrales, un nombre qui devrait atteindre près de 70 après l'achèvement de la phase éliminatoire de Mila et celle de Laghouat (dernière étape).

Le président du jury a assuré, dans ce contexte, que 10 œuvres seront sélectionnées pour participer à la 51^e édition du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem, conformément à des critères de qualité et de diversité, en rapport, selon lui, avec «l'envergure de cet important événement».

F. H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des beaux-arts d'Alger

Jusqu'au 15 mai :

Les œuvres de quatre artistes peintres turcs exposées sous le thème «L'amitié par les couleurs».

Palais des raïs, Bastion 23 (Basse-Casbah, Alger)

Jusqu'au 10 mai :

Exposition de photographies «Fragments de la nature» de Wassila Allatene.

Galerie Seen-Art

(Delybrahim, Alger)

Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Hors Cases» des artistes El Meya, Bardi et l'Homme jaune.

Galerie d'Art Dar-El-Kenz

(Chéraga, Alger)

Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Arc-en-ciel et bleu de Chine» de Souhila Belbahar. Vernissage le jeudi 3 mai à partir de 15h.

Galerie Essou'Art

Jusqu'au 24 mai :

Exposition «Pacte avec la lumière» de Djahida Houadef.

Ligue 1 Mobilis (28^e journée)

Le CS Constantine à un point du titre

LE CS CONSTANTINE a quasiment assuré son titre de champion d'Algérie pour la saison 2017-2018, après sa victoire contre la JS Kabylie (2-1), en clôture de la 28^e journée vendredi au stade Chahid-Hamlaoui, portant à cinq longueurs son avance sur ses deux poursuivants au classement général la JSS et le NAHD, au moment où l'USM El Harrach a officiellement rejoint l'USM Blida en Ligue 2, après sa défaite à domicile contre la JS Saoura (2-3). Après l'ouverture du score par Belkheir (39'), les Canaris ont réussi à égaliser par Yettou (40'), et ont conservé cet acquis jusqu'à l'heure de jeu, où Abid a surgi pour redonner l'avantage aux Sanafir (2-1). Un but décisif, qui permet aux Sanafir de consolider leur première place avec 53 points, soit avec cinq longueurs d'avance sur ses deux principaux concurrents pour le titre, le NA Hussein Dey et la JS Saoura, ex aequo à la deuxième place avec 48 unités. Ainsi, le CSC n'a besoin que d'un seul point pour assurer mathématiquement son titre de champion, même s'il continue à être talonné de très près par le NAHD et la JSS, vainqueurs l'un comme l'autre en déplacement au cours de cette 28^e journée. Les Sang et Or étaient les premiers à réussir l'exploit d'aller gagner chez l'Entente de Sétif (2-1), avant que la JSS ne leur emboîte le pas ce vendredi, en allant défaire l'USM El Harrach sur son propre terrain (3-2). Un revers fatal aux Harrachis, qui rejoignent l'USM Blida en Ligue 2 Mobilis, car même en remportant leurs deux derniers matchs, ce qui serait déjà un sacré exploit, ils ne feront que rejoindre l'actuel premier club non relégable, le DRB Tadjenanet, qui même s'il venait à perdre ses deux derniers matchs, dispose d'un meilleur goal-avera-ge particulier. De son côté, malgré sa défaite chez le leader, la JSK reste solidement accrochée à la 11^e place, où elle se fait

rejoindre cependant par l'Olympique de Médéa, difficile vainqueur de l'USM Blida (2-1). Mais rien n'est encore joué pour l'OM, car avec 33 points il ne dispose que de trois longueurs d'avance sur le premier relégable, l'US Biskra, surtout que ce dernier ne lâche rien dans cette dernière ligne droite du parcours, comme en témoigne son large succès face au DRB Tadjenanet (4-0). Une importante victoire qui maintient le club des Ziban à une longueur du premier non relégable, alors qu'il reste deux journées avant la fin, ce qui lui procure amplement de quoi espérer se sauver. Enfin, le derby algérois CR Belouizdad - Paradou AC a tourné à l'avantage des Rouge et Blanc, qui l'ont emporté (2-1) grâce à Lakroum (10') et Bourenane (79' sp), alors que Yahï a sauvé l'honneur pour le PAC (82'). Le 27 mai dernier, en ouverture de cette 28^e journée, ce sont le NA Hussein Dey et l'USM Bel-Abbès qui avaient réussi de bonnes affaires, en allant s'imposer respectivement chez l'Entente de Sétif et le MC Alger, sur le même score de deux buts à un. D'importantes victoires en déplacement, permettant aux Sang et Or de s'emparer seuls de la deuxième place au classement général, avec 48 points, au moment où l'USMBA s'offre un gros bol d'air dans la course au maintien, en se hissant provisoirement à la 9^e place du classement général, avec 35 unités. Le lendemain, c'était au tour de l'USM Alger de soigner ses statistiques, en remportant une large victoire (3-1) contre le MC Oran, qu'il a rejoint par la même occasion à la 5^e place au classement général, avec 42 points. Une situation qui promet une lutte acharnée lors des deux dernières journées du championnat (ndlr, la 29^e et la 30^e), particulièrement entre les clubs du peloton de tête, qui se disputent les tickets donnant accès aux prochaines joutes internationales.

Coupe d'Algérie U21 de football

L'USM Alger remporte le trophée

L'USM ALGER a remporté la Coupe d'Algérie de football des moins de 21 ans (U21), en s'imposant devant le Paradou AC aux tirs au but 4 à 3, (temps réglementaire: 1-1), en finale disputée vendredi au stade d'Annaba. Le Paradou a ouvert le score à la 52^e minute par Benzergua, avant que Billel

Benhamouda n'égalise à la 59^e pour l'USM Alger. Chez les U17, l'ES Sétif s'est adjugée la Coupe d'Algérie en dominant l'AS Boussaâda sur le score de 3 à 1. En U16, c'est le RC Relizane qui a remporté le trophée devant le MC Saïda après 14 pénaltys tirés par chaque équipe (1-1 temps réglementaire).

Classement des buteurs (28^e journée)

Abid rejoint Darfalou en tête avec 16 réalisations

Lattaquant du CS Constantine, Mohamed Amine Abid, a rejoint Oussama Darfalou (USM Alger) en tête du classement des meilleurs buteurs de la Ligue 1 Mobilis de football, en signant son 16^e but personnel à l'occasion de la 28^e journée, disputée vendredi, et ayant vu son équipe l'emporter difficilement contre la JS Kabylie (2-1). Après l'ouverture du score par Belkheir (39'), les Canaris ont réussi à égaliser par Yettou (40') et ont conservé cet acquis jusqu'à l'heure de jeu, où Abid a

surgi pour redonner l'avantage aux Sanafir (2-1). Un but décisif donc, qui permet par la même occasion à l'ancien baroudeur du NA Hussein Dey et du MC Alger de rejoindre la première place de ce classement des buteurs l'attaquant de l'USM Alger, Oussama Darfalou, avec 16 réalisations chacun. Si le deuxième meilleur buteur du championnat, le Blidéen Samy Frioui, est resté muet au cours de cette 28^e journée, le troisième, en l'occurrence Mustapha Djallit (JS Saoura) en a profité

pour inscrire son 12^e but personnel cette saison. C'était à l'occasion de la victoire en déplacement de la JSS chez l'USM El Harrach (2-3) au cours de laquelle Djallit avait inscrit le deuxième but, sur penalty à la 23'. L'attaquant le plus prolifique à la fin de la saison succèdera à Ahmed Gasmi (NA Hussein Dey), sacré meilleur buteur de Ligue 1 Mobilis lors du précédent exercice, avec 14 réalisations, dont 8 pénaltys.

Coupe de la Confédération africaine/USMA-Young Africans (Tanzanie) ce soir

Soustarta pour un début en trombe

■ La formation de l'USM Alger débute ce soir la Coupe de la Confédération africaine avec ce premier match de la phase des poules face aux Tanzaniens de Young Africans qui aura lieu au stade du 5-Juillet d'Alger.



Les Rouge et Noir se doivent de l'emporter

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir comptent beaucoup sur l'entame de cette compétition pour faire bonne figure, surtout après avoir raté l'élimination précoce en Coupe d'Algérie et l'éloignement des premières places du championnat. Les Rouge et Noir se doivent de l'emporter pour prendre une avance sur leurs poursuivants directs, sachant que le club algérois aura une mission difficile pour les prochaines confronta-

tions. La formation de Soustarta souhaite débiter en force, et compte sur ses fans qui devraient se déplacer nombreux pour cette rencontre, sachant qu'il lui faudra ouvrir une page blanche et aller de l'avant. Le club algérois pourrait évoluer avec un groupe quelque peu amoindri avec l'absence probable de Benmoussa blessé. Toutefois, le coach, Miloud Hamedi, devrait avoir des solutions à cette défection, lui qui compte sur les éléments les plus en forme lors de cette empoignade très importante pour le club.

Les Rouge et Noir ne doivent en aucun cas laisser passer cette occasion, surtout que la deuxième journée sera plus difficile et qu'il faut donc remporter une victoire afin de garder leurs chances intactes pour la qualification au prochain tour, d'autant plus qu'il s'agit d'une compétition très importante pour le club qui souhaite remporter son premier trophée africain après être arrivé en finale de la Ligue des champions d'Afrique sans pouvoir l'emporter.

M. M.

Ligue des champions (1^{re} journée)/ MCA-Difaâ El Jadidi (1-1)

Le «Doyen» cale au départ

Le MC Alger s'est contenté du match nul, vendredi soir à domicile, contre les Marocains du Difaâ Hassani d'El Jadida (1-1), pour son entrée en lice en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football (groupe B). Mal en point en championnat avec trois matchs

de suite sans victoire qui l'ont éloigné de la course au titre et du podium, le «Doyen» se devait de réagir en Ligue des champions, son dernier objectif de la saison. Ce que les hommes de Bernard Casoni n'ont pas fait, ne prenant qu'un seul point de la réception de l'équipe marocaine, avant un déplacement à Sétif pour croiser le fer avec l'Entente dans le cadre de la deuxième journée. Et ce n'est pas faute d'avoir essayé pour les Mouloudéens qui ont manqué de précision dans le geste final, à l'image de cette action mal négociée par Nekkach à la 18^e minute qui aurait pu faire mouche. Ce sont néanmoins les Marocains qui ont failli ouvrir la marque dès la 7^e minute de jeu suite à une erreur du défenseur Azzi, mais Msuva a échoué à tromper la vigilance du portier Chaouchi qui a pu sauver son équipe. En seconde période, les deux équipes sont revenues avec des intentions beaucoup plus offensives et Derradja a cru

avoir libéré les siens sur coup franc direct à la 52^e minute, mais le gardien El-Kennani s'est interposé. Vint ensuite la 55^e minute et ce carton rouge brandi par l'arbitre à Mebarakou qui laisse ses coéquipiers à dix pendant plus d'une demi-heure, ce dont a profité Ahaddad pour donner l'avantage à son équipe, suite à une mésentente entre Azzi et Chaouchi (1-0, 78'). Mais la joie a été de courte durée pour le Difaâ qui a encaissé le but de l'égalisation quatre minutes plus tard seulement par l'entremise de Karoui (1-1, 82'). Les dernières minutes de la rencontre n'ont apporté aucun changement au tableau d'affichage et les Marocains repartent avec le point du match nul qui fait plus leurs affaires, en attendant la deuxième rencontre de cette poule B qui aura lieu samedi à Lubumbashi (RD Congo) entre le TP Mazembe et l'autre représentant algérien, l'ES Sétif.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Opération Ports bleus à El Tarf

Près de 3 tonnes de déchets collectés

PRÈS de trois tonnes de déchets ont été collectés, samedi, dans la wilaya d'El Tarf, dans le cadre de l'opération ports-bleus, a indiqué le directeur local de la pêche et des ressources halieutiques. Lancée tôt le matin, au niveau du nouveau port d'El Kala, en présence des autorités locales, cette sixième édition a permis de débarrasser les cinq sites retenus, à savoir le nouveau et anciens ports de pêche d'El Kala, les lacs Oubeira et Tonga et le barrage de Cheffia, de cette importante quantité de débris et de près de 60 pneus qui leur portent préjudice, a déclaré Abdelhamid Brahmia. Les opérations de nettoyage ont ciblé, a-t-il soutenu, outre les enceintes des bassins et les quais de débarquement, les différentes extrémités des lacs et barrage. Placée sous le slogan, «Ports bleus: Agir ensemble pour une pêche diversifiée et une aquaculture durable», cette nouvelle édition a vu, a-t-on noté, la participation de nombreux services (entreprise de gestion des ports de pêches (EGPP), ONA (office national d'assainissement), CET (centre d'enfouissement technique), DTP et DJS (directions des travaux publics et celle de la jeunesse et des sports), et les services de la Protection civile auxquels se sont joints plus d'une centaine d'enfants entre éléments des Scouts musulmans algériens (SMA) et des écoliers scolarisés à Boufari-Mahra et Réda-Bartam d'El Kala. Signalant la baisse d'une année à l'autre des quantités d'ordures collectées, traduisant le succès des actions de sensibilisation à la préservation et propreté des différents plans d'eau, la même source a rappelé que cette édition vise à développer une pêche «responsable» et une aquaculture «durable» et à valoriser et intégrer des ports et activités de la pêche dans le développement socio-économique local. Elle vise aussi à encourager tout un chacun à prendre part et à s'impliquer pour mieux lutter contre les différentes formes de pollution dans les ports et les zones de pêche. Cette nouvelle édition a été marquée par des activités et animations ayant trait à l'entretien et la préservation des milieux dans lesquels évoluent les professionnels de la pêche et de l'aquaculture. L'accent a été mis, à cette occasion, sur l'importance de la sensibilisation des citoyens sur l'impact de l'activité humaine sur l'environnement, l'encouragement des opérations qui concourent à l'amélioration de la qualité environnementale des ports de pêche et de plaisance et donc la préservation de l'écosystème marin. Des ateliers de dessin et de jeux éducatifs en rapport avec l'ordre du jour de cette opération ont également été organisés au profit des enfants et écoliers pour les encourager à préserver l'environnement.

Halim T.

Sport

L'ONJSA honore des anciens journalistes sportifs algériens

L'ORGANISATION nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) a honoré plusieurs anciens journalistes qui ont marqué de leur empreinte la scène sportive algérienne et contribué de manière significative au développement et au progrès du sport algérien. La cérémonie de distinction a été organisée à l'occasion des la conférence intitulée «L'Algérie et les instances sportives internationales : constat et perspectives», initiée par l'ONJSA sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Il s'agit de Mourad Boutadjine (ENTV), Abdelhafid Chaib (ENTV), Fayçal Hefaf (Chaîne III), Fatima Benmokhtar (photographe «El Khabar»), Harizi Samai (journaliste M'sila), Mohamed Zemmour (ex-journaliste d'Algérie Presse Service), Ismail Aïssa («El Massa»), Fouad Bentaleb (Chaîne I), Mohamed Flissi (photographe «El Moudjahid»), Mohamed Madi, Abdelaziz Zouaoui (ENTV), Abdelaziz Azizi, Mustapha Zerouati, Mokrane Harhad («Horizons») et Abdelhamid Gherbi («El Moudjahid»). Un Prix a été également attribué, à titre posthume, au défunt Ahmed Achour («Le Temps»). Mohamed Selah (Chaîne I) a reçu également un titre spécial. Cette conférence a été marquée par la présence de plusieurs personnalités politiques et sportives nationales dont les ministres de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab et de la Communication, Djamel Kaouane.

Racim S.

Fédération internationale des organisations de donneurs de sang

L'Algérien Abdelmalek Sayah réélu SG

L'assemblée générale de la Fédération internationale des organisations de donneurs de sang (FIODS) a réélu l'Algérien Abdelmalek Sayah au poste de Secrétaire général de cette institution internationale humanitaire, indique hier un communiqué de la Fédération algérienne des donneurs de sang. Réunie le 19 avril dans la

capitale italienne, Rome, l'assemblée générale a également élu un autre Algérien, Kadour Gharbi, en qualité de membre du Bureau exécutif de cette institution. Par ces choix, la Fédération algérienne des donneurs de sang «vient ainsi renforcer sa présence au niveau de cette prestigieuse institution humanitaire mondiale», souligne-t-on. «Elle confirme l'at-

tachement de l'Algérie au travail humanitaire, à titre bénévole et volontaire, et le renforcement des liens entre les peuples sans distinction de race, de couleur ou de religion», note la même source, ajoutant que ce choix est «un honneur pour l'Algérie et pour toute l'Afrique».

Rachad F./APS

Flambée des prix des fruits, des légumes



Loumis



Djalou@hotmail.com

Jijel

Deux «dangereux» terroristes armés capturés par les forces de l'ANP

■ Deux «dangereux» terroristes armés ont été capturés samedi, à Ziam Mansouria, wilaya de Jijel, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Daïli T.

«D ans la dynamique des efforts intenses fournis par les différentes unités de nos forces armées dans le domaine de la lutte anti-terroriste et suite à l'opération de qualité, qui est toujours en cours à Ziam Mansouria, wilaya de Jijel (5^e Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a capturé, le 5 mai 2018, deux dangereux terroristes», précise la même source. «Il s'agit, en l'occurrence, des dénommés «Hachoud Mohamed» dit Abou «Wail» et «Khetab Samir» dit «Abou Khaled», qui avaient, respectivement, rallié les groupes terroristes en 1994 et 1996. Les deux criminels étaient en possession de deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et de cinq chargeurs garnis de munitions. «Ainsi, le bilan de cette opération, déclenché à l'entame du mois d'avril et qui est toujours en cours, s'élève à la mise en état de nuire de huit terroristes dont

un a été abattu, cinq autres capturés, tandis que deux autres terroristes se sont rendus aux autorités militaires de Jijel en réponse à la demande de leurs familles». «D'autre part, sept pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et une importante quantité de munitions ont été récupérés, et un nombre de casemates ont été découvertes et détruites». «Dans le même contexte, il convient de rappeler que la famille du terroriste «F. Salah» composée de dix membres s'est rendue aux autorités militaires». «Cette opération de qualité qui est toujours en cours, réitère la détermination des unités chargées de la lutte antiterroriste, à assainir notre pays des résidus des groupuscules terroristes, et confirme également l'efficacité de l'approche clairvoyante adoptée par le Haut-commandement de l'ANP, à travers ses démarches et initiatives pour l'extirpation de ce fléau, à l'instar des appels adressés aux résidus des terroristes pour se repentir, se conformer à

la bonne voie et de regagner leur société», conclut le communiqué.

D. T./APS

Diploports 25 ambassades présentes à la 3^e édition à Bab-Ezzouar

LES REPRÉSENTANTS de 25 ambassades ont pris part à la 3^e édition du tournoi diplomatique de football et des sports «Diploports», organisée samedi par l'ambassade de Hongrie au complexe sportif de la Protection civile à Bab-Ezzouar (Alger). Cet événement, qui se veut être un rapprochement entre les membres du corps diplomatique accrédités à Alger en leur proposant une journée d'exercice sportif, a vu le déroulement d'un tournoi de football qui a regroupé 12 équipes mixtes composées de neuf joueurs chacune, ainsi que des compétitions de tennis de table, de basket-ball et d'athlétisme (1.500m et 5.000m). L'ambassadeur de Hongrie en Algérie, Helga Katalin Pritz, a indiqué à l'APS que «cet événement constitue une occasion pour regrouper les membres du corps diplomatique et leurs familles en dehors du cadre de travail», soulignant que «la pratique sportive est l'une des priorités du gouvernement hongrois».

K L